



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 447-DDPP-17
portant modification des prescriptions

Le Préfet de la Loire

VU le titre 1er du livre I et du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles L.511-1 et L.171-8,
VU l'arrêté du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718,
VU l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1,
VU l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2,
VU l'arrêté préfectoral n°17-04 du 11 septembre 2017 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice départementale de protection des populations de la Loire,
VU l'arrêté préfectoral n°355/DDPP/17 du 14 septembre 2017 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques,
VU le récépissé de déclaration délivré en date du 5 février 2016 à la société Alme Environnement,
VU le courrier de l'exploitant en date du 6 novembre 2016 sollicitant une dérogation aux prescriptions des rubriques 2710-1-b et 2710-2-c,
VU le rapport de l'inspection des installations classées du 6 septembre 2017,
VU l'avis du CODERST en date du 2 octobre 2017,
VU le projet d'arrêté complémentaire à la connaissance du demandeur,
VU l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet par courrier,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société Alme Environnement, pour l'exploitation de son site situé à Saint-Priest en Jarez, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITION GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. Bénéficiaire et portée

Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption

Les installations de la société ALME ENVIRONNEMENT – Impasse de la Bargette - 42270 SAINT-PRIEST-EN-JAREZ - représentée par les Gérants Mr François Xavier Lictévout et Mr Gilles Piot, sont enregistrées sous le régime de la déclaration.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint-Priest-en-Jarez. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté du régime de la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. Nature et localisation des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE <i>et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)</i>	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume	A, E, D, NC
Installation de collecte de déchets apportés par leur producteur initial de ces déchets : 1 - Collecte des déchets dangereux. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	2710-1b	La capacité de stockage des déchets dangereux des ménages sera de 5 tonnes	D
Installation de collecte de déchets apportés par leur producteur initial de ces déchets : 2 Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 600 m ³ b) Supérieur ou égal à 300 m ³ et inférieur à 600 m ³ c) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	2710-2c	La capacité de stockage de déchets non dangereux sera de 150 m ³ .	D

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 tonne 2. Inférieure à 1 tonne	2718-2	La capacité de déchets sera de 1 tonne.	D
---	---------------	---	----------

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Référence cadastrale
Saint-Priest-en-Jarez	158, 159, 160, 161 - Section AE

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. Conformité au dossier de déclaration

Article 1.3.1. Conformité au dossier de déclaration

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques et elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. Prescriptions techniques applicables

Article 1.4.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

Arrêté ministériel (art. L.512-7) du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Arrêté ministériel (art. L.512-7) du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique n°2710-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Arrêté ministériel (art. L.512-7) du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2718-2 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets

contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719).

Article 1.4.2. Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées aux régimes de la déclaration se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogés, notamment le récépissé de déclaration du 05 février 2016.

Article 1.4.3. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. Aménagements des prescriptions générales

Article 2.1.1. Aménagement de l'article 2.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-1 de la nomenclature : installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial.

En lieu et place des dispositions de l'article 2.2 annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 (rubrique 2710-1), l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

I. Réaction au feu

Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.

Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl).

II. Résistance au feu

Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes - l'ensemble de la structure est au minima R. 15 - les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture,

sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.

Une exception est accordée pour la porte d'accès et la porte-fenêtre du local bureau pour avoir une tenue au feu EI 60 dans la mesure où l'exploitant se conforme à l'étude des flux thermiques référence 1704EL7PA000005 de juin 2017 élaborée par le bureau d'étude SOCOTEC notamment au plan de zonage mis en évidence dans cette étude et également en termes de dimensions, hauteur de stockage maximale, surface de stockage, volume de stockage, type de stockage ainsi qu'au plan de stockage annexé au présent arrêté.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. Toitures et couvertures de toiture

Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).

Article 2.1.2. Aménagement de l'article 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-1 de la nomenclature : installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial.

En lieu et place des dispositions de l'article 8.4 annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 (rubrique 2710-1), l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Une mesure du niveau de bruit en interne et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par l'exploitant. L'étude de bruit devra être conduite suivant la norme AFNOR NF S 31-010 de décembre 1996 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. – Méthodes particulières de mesurage ». La méthode dite « d'expertise » (point 6 de la norme) devra être mise en œuvre. Il est cependant possible de vérifier le respect des prescriptions selon la méthode dite de « contrôle » définie au point 5 de la norme. Si ce choix est retenu par l'exploitant, il devra être justifié dans le rapport d'étude. Ce rapport de mesurage devra être conforme au point 7 de cette même norme.

Article 2.1.3. Aménagement de l'article 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature : installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial.

En lieu et place des dispositions de l'article 8.4 annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 (rubrique 2710-2), l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Une mesure du niveau de bruit en interne et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par l'exploitant. L'étude de bruit devra être conduite suivant la norme AFNOR

NF S 31-010 de décembre 1996 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. – Méthodes particulières de mesurage ». La méthode dite « d'expertise » (point 6 de la norme) devra être mise en œuvre. Il est cependant possible de vérifier le respect des prescriptions selon la méthode dite de « contrôle » définie au point 5 de la norme. Si ce choix est retenu par l'exploitant, il devra être justifié dans le rapport d'étude. Ce rapport de mesurage devra être conforme au point 7 de cette même norme.

CHAPITRE 2.2. Compléments, renforcement des prescriptions générales

Pour la protection incendie, les prescriptions générales applicables aux installations sont renforcées par celles des articles 2.2.1 ci-après.

ARTICLE 2.2.1. renforcement des prescriptions incendie

- Indiquer le nom de l'entreprise de façon lisible sur le portail d'accès ;
- Prévoir un déverrouillage manuel du portail d'accès pour les sapeurs-pompiers (clé de 14 dans un boîtier) ;
- Prévoir une ventilation basse (ventilation haute existante) ;
- Avoir des dispositifs de désenfumage adaptés à l'installation et entretenus.

TITRE 3. DÉLAIS, VOIES DE RECOURS, PUBLICITÉ ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 3.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2. Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3.3. Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de Saint-Priest-en-Jarez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Saint-Priest-en-Jarez et à la société ALME ENVIRONNEMENT.

Fait à Saint-Étienne, le 16 novembre 2017

Patrick RUBI
Directeur Adjoint
Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- ALME Environnement

Impasse de la Bargette

42270 Saint-Priest en Jarez

- Monsieur le maire de Saint-Priest en Jarez

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement –

UT interdépartementale Loire – Haute-Loire Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono

PLATE ALPHABET

PLATE ALPHABET
PLATE ALPHABET
PLATE ALPHABET

ANNEXE



